

# « Renforcer les Régions, sans casser la solidarité Wallons – Bruxellois »

ÉCOLO Pour les verts, régionaliser enseignement et culture, « quelle erreur ce serait !

► Supprimer la Communauté française, transférer enseignement et culture, comme le plaide, entre autres, Thierry Bodson au nom de la FGFB wallonne ?

► Christos Doukeridis positionne les verts dans le débat : « Non au statu quo, non à la fuite en avant... »

Les protagonistes ne se sont pas concertés, mais on assiste comme à une offensive par vagues successives : Pierre-Yves Jeholet et Jean-Luc Crucke d'abord, pour le MR ; puis Christophe Collignon, Pierre-Yves Dermagne et Nicolas Martin, au PS ; enfin, Thierry Bodson, dans *Le Soir* lundi, au nom de la FGFB wallonne... Tous veulent liquider la Communauté française, ou Fédération Wallonie-Bruxelles, et transférer aux Régions ses compétences clés, à savoir l'enseignement et la culture.

L'idée d'une réforme institutionnelle de grande envergure au sud du pays divise à la FGFB, au PS, et met le CDH et le FDF hors d'eux. Ecolo ? Les verts se positionnent à leur tour. Et mandatent Christos Doukeridis à cet effet. Le député bruxellois et à la Communauté, qui fut jadis secrétaire d'Etat, président de la Cocof (un peu le gouvernement francophone bruxellois), candidat à la direction de son parti, nous précise : « Je parle au nom d'Ecolo, ses ailes wallonne et bruxelloise. » Et se lance : « Nous ne sommes ni pour le statu quo, ni pour des réponses simplistes qui donnent bonne conscience à leurs auteurs mais qui ne changent pas grand-chose. » Un « ni-ni » qui n'est pas fuyant. Christos Doukeridis raisonne : « Le vrai débat, ce n'est pas de savoir d'où l'on fuit les choses, de puis quelles structures, avec quelles institutions, mais ce que l'on fait. »

Traduction, en deux points. Un : « Si la discussion devait s'engager, Ecolo ne serait pas défavorable au transfert aux Régions des compétences hors enseignement et culture, je pense au sport et à l'aide à la jeunesse, étant entendu que ces matières passeraient alors de la Communauté à la Région wallonne et à la Région bruxelloise à part entière, associant

francophones et Flamands ». Deux : « Pour Ecolo, il est hors de question de régionaliser l'enseignement et la culture. Dans le premier cas, j'entends qu'il s'agirait notamment de rapprocher l'école du monde de l'entreprise... Cette sorte d'"adéquationnisme" est réductrice et dangereuse, ce serait continuer à faire la même chose avec quelques adaptations alors que l'on est bousculé de toutes parts, dans des domaines de l'économie, du climat, du vivre-ensemble, et que l'en-

jeu, dans ce contexte, est de créer les conditions de l'émancipation pour nos enfants, pour nos jeunes, ce qui est bien plus large qu'un ajustement institutionnel. En revanche, tenir compte des spécificités locales, bruxelloise, liégeoise, hennuyère, entre autres, en mettant en œuvre les fameux "bassins de vie" dont on parle souvent, cela, oui, et je constate que le dossier est au point mort ! Quant à la culture, loin de régionaliser, il faudrait que les pouvoirs régionaux, provinciaux, communaux se coalisent pour des "contrats de la culture" qui donneraient de l'air aux acteurs socio-culturels en termes de budget, d'emplois, de création : Ecolo exhorte PS et CDH, au pouvoir, d'agir en ce sens, et est prêt à s'associer à la démarche. »

Le « ni-ni » vert francophone, hostile au « statu quo » comme à la « fuite en avant », ne se perd pas dans l'entre-deux. Christos Doukeridis assène : « Transférer l'enseignement et la culture, j'y vois une démarche plus de droite que

de gauche, car avec la Sécu, l'école est l'autre grande compétence des pouvoirs publics qui permet d'organiser la solidarité entre les gens, entre des publics différents, inégaux socialement... »

L'élu vert ajuste : « Et si l'on fait cela, que répondra-t-on à ceux qui, demain, voudront scinder la Sécu, expliquant qu'elle serait mieux gérée et plus efficace ? Franchement, sur un plan stratégique, aller comme ça dans des logiques de rupture de solidarité, c'est... je cherche le mot... étonnant, j'en reste là. »

Toujours pas partisan du « statu quo », Christos Doukeridis a « au fait, une proposition simple, que l'on peut appliquer tout de suite : faire en sorte que le ministre-président wallon prenne les commandes du gouvernement de la Communauté, et que le ministre-président bruxellois ait le portefeuille du budget, ce qui mettrait les deux postes stratégiques aux mains des représentants des Régions, qui devraient tra-

vailer et assumer ensemble les politiques communes. Il va sans dire que nous complétons le dispositif en établissant des "doubles casquettes" pour les ministres, qui émaneraient donc des exécutifs wallon et bruxellois, cela en réduisant leur nombre : PS et CDH avaient au total 19 ministres sous la législature précédente, 13 et 6 respectivement ; ils en ont toujours 19 sous celle-ci, où ils ont pourtant été évincés du fédéral... Cherchez l'erreur. Un casting qui a juste visé à recaser tout le monde. »

Point final, justement : « Quant à l'idée selon laquelle une entité politique, comme la Wallonie, ne peut connaître d'essor sans détenir l'enseignement et la culture, cela n'a pas de sens, sauf à marcher dans les pas des Lombards, des Catalans, des ultras flamands, dans une attitude de droite, je l'ai dit. Est-ce cela que veulent les progressistes ? » ■

DAVID COPPI

« Transférer l'enseignement et la culture, j'y vois une démarche plus de droite que de gauche... » CHRISTOS DOUKERIDIS

## FGTB Le syndicat se divise

C'est un « non » franc et sans ambiguïté. Philippe Van Muylder, secrétaire général de la FGTB Bruxelles, estime que la suppression de la Fédération Wallonie-Bruxelles n'est « pas une bonne idée ». Il n'a pas été surpris par la proposition défendue par son homologue wallon : la position de ce dernier est, dit-il, connue depuis plusieurs années.

Le patron de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, a évoqué, dans nos colonnes, la mise en place d'une coupole « non politique », sans ministre et sans parlement, pour garder des liens entre Wallons et Bruxellois. « C'est mettre en place soit une structure sans pouvoir, qui prêcherait dans le désert, soit, un peu sur le modèle de la Commission européenne, une technocratie non contrôlée démocratiquement », estime Philippe Van Muylder. Il conclut, sans appel : « Ce n'est pas une idée à retenir. »

### Des contraintes techniques

A ses yeux, l'enseignement (la principale compétence

de la Fédération Wallonie-Bruxelles) ne peut être géré par la Région bruxelloise. « A la Région, le pouvoir est partagé avec les Bruxellois néerlandophones. Ceux-ci ne vont pas s'intéresser aux questions liées à l'enseignement francophone. »

Quid de la Cocof, la Commission communautaire française, qui a des compétences en matière de santé, de culture, de formation professionnelle pour les francophones de Bruxelles ? « Structure trop petite et manquant de budget », balaye Van Muylder.

Et si l'on omet ces considérations techniques ? C'est toujours non, pour le syndicaliste, qui rétorque : « Si l'enseignement constitue un véritable projet de société, il est impératif de chercher des solutions ailleurs que dans le bricolage institutionnel. Ce qui importe, c'est de faire de l'amélioration de tout notre enseignement une véritable priorité politique, afin de relever

les défis et d'œuvrer ensemble, Wallons et Bruxellois, pour un

enseignement égalitaire de qualité. » Bref : la FGTB Bruxelles ne croit pas que la qualité de l'enseignement s'améliorerait, « comme par magie » en attribuant cette compétence à un autre niveau de pouvoir et en organisant des systèmes fondamentalement distincts en Wallonie et à Bruxelles.

Le secrétaire général dit toutefois qu'il comprend la position de son homologue wallon, même si « elle ne correspond pas à la réalité bruxelloise ».

Ces divergences de vue sont-elles de nature à engendrer des tensions entre les deux ailes du syndicat socialiste ? « On survivra, relativise Van Muylder. Sur de nombreux autres points, nous sommes tout à fait d'accord. » ■

ANN-CHARLOTTE  
BERSIPONT

### CHANTIER DES IDÉES, ET CONGRÈS WALLON

#### Au PS, les régionalistes poussent, Van Cau aussi

Mettre fin à la Communauté française ? La FGTB ne réagit pas d'une pièce, le PS non plus. Au sein d'un parti « fédéraliste » historiquement, les « régionalistes » poussent, et ce n'est sans doute pas fini, ce dont témoigne à son tour la « sortie » de Thierry Bodson lundi dans ces colonnes, leader de la FGTB wallonne et militant socialiste. Le débat est ouvert, et sera relancé à la faveur de deux échéances politiques dans l'année qui vient, pour 2017

au plus tard : l'organisation d'un quatorzième « chantier des idées » du PS, consacré aux identités wallonne et bruxelloise ; et, dans la foulée, un congrès des fédérations wallonnes ainsi qu'un congrès bruxellois, afin de fixer le cap, dans les deux cas, avant les épreuves électORALES : les communales en 2018, les fédérales et régionales en 2019.

D'aucuns, disait-on, « poussent » à la liquidation de la Communauté française pour l'essentiel, en tout cas au transfert de ses compétences majeures, l'enseignement et la culture ? Van Cau n'est pas le dernier. L'ex-ministre-président wallon s'active à la fédération socialiste carolo, où il coache le groupe de réflexion (« très

couru », dit-on) voué au « militantisme wallon » (le second forum a trait aux « valeurs actuelles du socialisme »). Van Cau nous explique : « Il faut avoir cette discussion, elle était taboue au PS ces derniers temps, elle ne l'est plus maintenant, et je souffle sur les braises, passez-moi l'expression. Nous devons nous interroger. Quid de l'identité wallonne ? Quid de la Communauté ? Quid d'un pays composé de quatre Régions ? Je pense à une sorte de confédéralisme à quatre : la Wallonie, Bruxelles, la Flandre, et une Région germanophone. Discutons-en, sous peine d'aller aux élections dans le désordre, sans avoir clarifié nos vues, ce qui serait une catastrophe. »

D.CI